Les enjeux nucléaires au XXI^e siècle en Asie

Morgane Farghen

Chercheur associée à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

L'Asie s'est affirmée au tournant du XXI^e siècle comme le nouveau centre de gravité stratégique. Si cet espace géographique traditionnellement considéré comme notre Extrême-Orient est devenu primordial, c'est parce qu'il héberge plusieurs grands émergents et que l'avenir d'un certain nombre d'enjeux globaux se joue là, dans cette partie du monde. S'il est une région en effet où l'histoire contemporaine récente a connu d'importantes mutations, c'est l'Asie, et si un secteur a accompagné ces évolutions et continue de marquer l'actualité stratégique du moment, c'est le nucléaire militaire. Deux décennies à peine après l'accès de l'Inde et du Pakistan au club fermé des États dotés de l'arme nucléaire, une nouvelle tendance émerge peu à peu sous les traits d'une course aux armements stratégiques entre les grandes puissances régionales rivales, sous l'influence de plusieurs facteurs dont l'un, dimensionnant, est lié à la montée en puissance politique, économique et militaire de la Chine. L'émergence et l'affirmation de la puissance accompagnées du feu nucléaire dans le contexte asiatique pose d'importants défis à moyen terme pour le maintien des grands équilibres stratégiques et de la stabilité mais aussi à plus court terme. L'exercice de la dissuasion dans le cadre des contentieux territoriaux pose notamment le risque d'une escalade non maîtrisée en conflit, avec une dimension nucléaire et le spectre d'une implication des autres grandes puissances.

De la prolifération à la course aux armements

L'Asie a ouvert un nouveau chapitre de son histoire nucléaire au tournant du XXI^e siècle en s'engageant dans une forme de course aux armements stratégiques, sans avoir tourné la page de la prolifération, et résorbé cette menace en préalable. Dans les années 1990, lorsqu'il s'agissait des questions de sécurité dans cette partie du monde, la prolifération des technologies liées aux armes de destruction massive et à leurs vecteurs, était au centre des préoccupations. L'Inde et le Pakistan entraient dans le cercle fermé des puissances nucléaires en 1998, en qualité d'États dotés sinon *de jure* en tout cas *de facto* au sens du traité de non-prolifération, tandis que la Corée du Nord continuait à montrer des signes d'intérêt pour le nucléaire militaire et les missiles balistiques. En parallèle, la Chine, puissance nucléaire établie préoccupait moins pour son programme nucléaire national, de petite taille et défensif, que pour

son rôle dans la prolifération des technologies sensibles. Elle était alors avec la Russie, l'un des principaux pourvoyeurs de technologies nucléaires et balistiques au profit des pays proliférants et c'est en ce sens que les chancelleries occidentales faisaient pression. Il s'agissait d'amener Pékin à se rapprocher des normes et standards en la matière.

Au tournant du XXI^e siècle, la région est entrée dans l'ère de la dissuasion selon un processus simple et prévisible. Après avoir accédé à l'arme nucléaire, les nouveaux États dotés sont entrés dans des logiques de dissuasion, commençant alors à déployer leurs armes et à se préoccuper de doctrine. Un phénomène concomitant s'est lui aussi produit dans le Nord-Est asiatique, et a trait au développement des programmes sensibles en Corée du Nord et à l'évolution de la perception de la menace régionale sur fond de prolifération. Mesurant très concrètement les progrès tangibles des programmes balistiques nord-coréens quand Pyongyang effectuait ses tests, Tokyo se tourne vers son allié américain et fait le choix de la défense antimissile. Au moment où la dissuasion se redessine ainsi en Asie du Sud et du Nord-Est, un autre mouvement sourd gronde. Il dit mal son nom mais les observateurs en comprennent la force tectonique. La puissance politique économique et militaire chinoise émerge, et Pékin commence à recueillir les dividendes de sa politique d'investissement dans les hautes technologies sur lesquelles elle a parié pour développer sa base scientifique, technique et industrielle, et accéder à l'autonomie pour contourner les restrictions internationales sur les ventes d'armes qui pèsent sur elle depuis la répression de Tiananmen.

Depuis, l'Asie est entrée dans une nouvelle période de son histoire nucléaire. Si la prolifération continue d'alimenter les préoccupations dans les chancelleries occidentales, les dynamiques à l'œuvre dans cette partie du monde s'apparentent de plus en plus à une forme de course aux armements. Cette tendance n'est pas tout à fait comparable à celle qui s'exerçait pendant la guerre froide entre les deux grandes puissances dominantes et elle répond à ses propres caractéristiques, mais elle se dessine et le fait sous l'influence de plusieurs lignes : cinq au total. D'abord, il y a la compétition technologique entre les grands rivaux stratégiques traditionnels qui se disputent le *leadership* régional. Il faut bien reconnaître que la Chine, le Japon et l'Inde se sont engagés sur la conquête de Mars. Ensuite, la modernisation des forces armées et, en leur sein, le redimensionnement des forces stratégiques, n'échappe à aucun des grands acteurs de la région. La dissuasion connaît une diversification des armes et systèmes d'armes, pour preuve, il est devenu restrictif que de limiter cette dernière aux seuls domaines du nucléaire et à ses vecteurs. La défense antimissile, la cyberdéfense et les armes anti-espace font partie de l'éventail des capacités qui modifient le paysage stratégique régional avec des implications potentielles globales. Enfin, la hausse des budgets de la défense nourrit l'ensemble de ces dynamiques régionales.

Dans ce paysage stratégique en mutation, un acteur joue un rôle prééminent, il s'agit de la Chine. En quelques années seulement, ce pays est sorti de la

pauvreté pour entrer dans la richesse ; il est sorti de l'archaïsme technologique pour entrer dans la modernité militaire. La République populaire de Chine, par ses investissements, par les succès technologiques qu'elle remporte et par les ambitions qu'ils traduisent, est devenue un acteur majeur, un facteur moteur dans la compétition technologique régionale et à la course aux armements stratégiques qui se dessine envers et contre la tendance générale au désarmement. Il ne s'agit pas ici de dresser la liste de tous les programmes d'armement stratégiques chinois et encore moins de prétendre que chacun d'entre eux a son pendant en Inde, mais simplement de remarquer la dynamique d'entraînement actuellement à l'œuvre. Quand la Chine développe le parc de ses missiles balistiques de la série des *Dong Feng*, et en améliore la portée et la précision, et qu'on lui prête même des intentions sur le mirvage, l'Inde répond avec la série des *Agni* dont le cinquième, encore testé récemment, vise à atteindre l'ensemble du territoire chinois. Quand la Chine émet des signes d'intérêt pour la défense antimissile, l'Inde lui emboîte le pas ; quand les ingénieurs chinois travaillent sur l'hyper-vélocité, leurs homologues dans le sous-continent les rejoignent dans la réflexion théorique sur des projets comparables.

L'entrée des émergents dans le jeu des grandes puissances

Ce passage de la prolifération à la course aux armements stratégiques s'accompagne d'une autre évolution flagrante, majeure, historique, l'émergence des grandes puissances asiatiques. Et cette évolution vers la course aux armements stratégiques est liée au nucléaire. Les nouvelles grandes puissances d'Asie, qu'elles soient émergentes, établies ou en devenir, le sont devenues ou sont amenées à le devenir pour des raisons démographiques, géographiques, mais aussi en raison du nucléaire. Avec l'accès au nucléaire militaire et le développement de la dissuasion, les puissances secondaires d'hier aspirent à entrer dans le jeu des grandes puissances. Ce secteur reste ainsi attaché à la notion de puissance et si un enjeu devait se distinguer parmi les autres, pour les décennies qui se profilent, ce serait bien celui-ci. Comment gérer ce changement de statut international et les nombreuses implications qu'il porte en lui en termes d'équilibres stratégiques et de stabilité ? La Chine, par sa montée en puissance et l'affirmation de cette puissance dans un contexte marqué par la résurgence des contentieux territoriaux, en offre l'illustration emblématique. Au moment où on le croyait moribond, elle ranime le lien entre puissance et nucléaire.

Ancienne puissance secondaire au XX^e siècle, minée par la guerre civile et le conflit avec le Japon, puis éclipsée derrière les deux grandes puissances dominantes, les États-Unis et l'URSS pendant la guerre froide, la Chine est entrée dans le XXI^e siècle avec les attributs d'une grande puissance. Et l'arsenal nucléaire dont l'actuel *leadership* a hérité, de petite taille et mu par une doctrine défensive, est cohérent avec ce statut de puissance secondaire. Mais au moment où elle entre dans le jeu des grandes puissances et s'affirme de plus en plus comme une superpuissance en devenir, le destin de cet arsenal pose question. Le *hiatus* entre le statut

international de la Chine et le dimensionnement de son outil de dissuasion nucléaire est en effet flagrant, et la question des objectifs du pouvoir en termes de dimensionnement se pose. Or sur ce point, le développement d'une capacité océanique stratégique, du parc de missiles balistiques et, désormais, les annonces officielles en faveur du redimensionnement de l'arsenal nucléaire, laissent peu de doutes sur la volonté des autorités à faire évoluer leur arsenal et interrogent plutôt sur le format et la destinée de ces capacités. Et si l'objectif est de prendre l'ascendant dans le rapport avec les États-Unis, c'est même la pertinence et la pérennité de la stabilité stratégique qui définit la relation nucléaire bilatérale depuis 2010 qui est en question.

L'aspiration de pays asiatiques dans le jeu des grandes puissances établies est en soi une bonne nouvelle et est accueillie comme telle par les chancelleries occidentales. C'est tout le sens à donner à l'intérêt accordé à la candidature de l'Inde à rejoindre le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies comme membre permanent. Mais lorsqu'il s'accompagne d'une évolution dans le rapport à la puissance qui amène plus d'incertitudes qu'il ne rassure, le feu nucléaire et les capacités stratégiques qui le soutiennent ne sont pas sans implications. Et là encore, sur ce point particulier, la Chine attire l'attention. Sa montée en puissance politique économique et militaire a entraîné un changement de posture extérieure et de stratégie dans la défense des intérêts nationaux. Le développement économique et, en corollaire, celui des moyens de coercitions, a suscité de la confiance et par là même, de l'assurance. Et ce n'est pas un hasard si la Chine affirme sa puissance quand elle modernise les forces de la seconde artillerie de l'armée populaire de libération, sachant qu'elle détient en parallèle, près d'un tiers de la dette américaine.

Ce qui était impensable hier quand elle était encore une puissance secondaire et mue dans ses comportements par une politique extérieure exclusivement pacifiste, alors soucieuse de sortir de son isolement diplomatique et de s'insérer dans l'espace international, est ainsi devenu une réalité. Acteur majeur de la vie internationale, dotée des attributs de puissance, la Chine est plus sûre d'elle et affirme ses intérêts stratégiques avec fermeté notamment dans les contentieux territoriaux avec ses voisins. Cette évolution de posture, à l'origine de l'évolution de la perception de la menace par le voisinage et d'un phénomène d'adaptation, apporte ainsi avec elle d'importantes questions sur la politique nucléaire chinoise et son devenir. Quel rôle le nucléaire joue-t-il dans la défense des intérêts chinois dans les contentieux territoriaux ? Et dans quelle mesure la doctrine nucléaire longtemps restée défensive, n'est-elle pas amenée à évoluer vers une approche plus offensive ?

La tentation d'utiliser la puissance s'inscrit dans le prolongement naturel de l'évolution du statut international, des capacités de dissuasion et de coercition et dans le secteur nucléaire, cela signifie avant tout l'exercice de la dissuasion. Et c'est bien là, ce à quoi l'Asie du Nord-Est est devenu le théâtre au cours des cinq dernières années sur fond de résurgence des contentieux territoriaux autour des Senkaku-Diaoyu entre la Chine et le Japon. Les deux ont mesuré leur force et testé leurs

limites, la première ayant eu l'initiative dans le passage à l'emploi de la force. La surenchère dans les provocations s'est effectuée sous le « plafond nucléaire », à l'ombre des forces nucléaires de la Chine, puissance nucléaire traditionnelle, et de la dissuasion élargie américaine pour le Japon. Si les provocations peuvent s'apparenter à une volonté de tester l'adversaire, d'en repousser les limites, il n'en demeure pas moins qu'elles amplifient la tension dans la crise. Le risque d'escalade en conflit, jamais pleinement maîtrisé donc toujours présent, a ranimé un défi de sécurité immédiat avec une dimension nucléaire. Éviter l'escalade en conflit avec une dimension nucléaire est devenu un impératif.

La persistance des défis nucléaires plus traditionnels

Ce changement de portée historique, capable à terme de remettre en cause les grands équilibres régionaux, n'a pas éclipsé les défis nucléaires plus traditionnels qui sont nombreux, à commencer par la prolifération des technologies liées aux armes de destruction massive et à leurs vecteurs, restée une préoccupation majeure. Quand la Corée du Nord effectue un test nucléaire comme en février 2013, elle a démontré qu'elle poursuit ses activités sensibles en dépit des pressions de la communauté internationale, et des sanctions adoptées à son encontre. Et lorsque le troisième test nucléaire nord-coréen a suscité un débat sur le nucléaire militaire dans le Sud de la Péninsule, il a produit un risque de prolifération secondaire tout en rehaussant le niveau des exigences à l'égard des États-Unis, en matière de réassurance. Si le contexte est différent, il n'est d'ailleurs pas exclu que le débat sur le nucléaire militaire évolue aussi au Japon, en parallèle à celui en Corée du Sud.

À ce panorama s'ajoute une autre menace liée à la prolifération dite horizontale. La mise à jour de nouvelles routes de prolifération, en provenance de Corée et du Pakistan dans le cadre de la *Proliferation Security Initiative* ou de l'affaire Abdul Kader Khan, a en effet autant amélioré la connaissance des réseaux et leurs ramifications qu'elle a permis de prendre conscience de leur ampleur et des risques qu'elles font peser sur la sécurité internationale. Et si les politiques de sanction évoluent en même temps pour mieux exploiter les failles des réseaux, elles élèvent à chaque fois le niveau de sophistication des méthodes employées pour déjouer les contrôles. À cet égard, le développement du nucléaire en Corée du Nord est de mauvais augure et invite à la plus grande vigilance car le passif de Pyongyang en la matière ouvre de belles perspectives aux États qui souhaiteraient s'engager dans cette voie sensible.

Enfin, les évolutions technologiques définissent aussi les enjeux de la prolifération de demain. L'un des plus grands défis à relever à cet égard réside dans notre capacité à adapter les instruments juridiques internationaux à l'innovation. Les « technologies vertes » par exemple sont réputées avoir des applications duales nombreuses et variées.

Le désarmement est un autre des grands domaines du nucléaire militaire où l'Asie pose des défis immédiats à la communauté internationale, en raison de cette

tendance à une nouvelle forme de course aux armements. Et ceci, pas uniquement parce qu'elle traduit une dynamique inverse à celle des États-Unis et des pays européens dont les trajectoires nucléaires restent placées sous le signe du désarmement même si le discours de Prague a perdu de sa superbe et que le consensus forgé derrière Washington s'est fissuré. En se dotant de l'arme nucléaire puis en s'interrogeant sur la doctrine à adopter et leur vocation en terme d'emploi, l'Inde et le Pakistan ont montré les limites du régime de non-prolifération et le vide juridique qu'il fallait désormais compenser pour interrompre, limiter ou décélérer les développements, et autant que faire se peut, réduire les risques d'escalade. En prise avec la rémanence du conflit historique sur le Cachemire et soumise aux lois aussi implacables qu'imprévisibles de l'islamisme radical, la région est toujours instable d'autant que le régime est fragile. La communauté internationale a convoqué les instruments existants comme le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), essayant de mobiliser les signatures et les ratifications et à défaut, elle en a imaginé de nouveaux, comme le traité *cut-off*, pour instaurer un moratoire sur la production de matière fissile. Toutes ces initiatives se sont heurtées à des réticences, des attermoissements et même des blocages. Elles sont à nouveau à l'ordre du jour de la conférence d'examen du TNP qui s'est ouvert à New York. La pression sur la Chine qui a encore le plus grand mal à se sentir concernée par le désarmement nucléaire, évoquant un arsenal de taille plus réduite que les autres pays, se limitera probablement à exiger un effort de transparence ou à restreindre ses développements.

Le redimensionnement des forces stratégiques en Asie, la diversification des programmes et la compétition technologique que se livrent les grands acteurs de la région, à des niveaux d'investissements, un capital technologique et un potentiel différents, pose aussi des défis pour la dissuasion, y compris dans les capitales occidentales obligées de suivre plus attentivement ces développements mais aussi à en tenir compte, de plus en plus, dans leur arbitrage sur les choix de programmes d'armement. Les récents tests de la Chine dans le domaine de l'hyper-vélocité ont apporté l'exemple le plus cinglant de la volonté de défier les équilibres établis. Techniquement, ce domaine est présenté comme pouvant potentiellement discréditer un système de défense fondé sur l'anticipation de trajectoire. En testant de nouveaux systèmes, c'est non seulement la défense antimissile que la Chine défie mais aussi les États-Unis, première puissance militaire au monde et principal architecte et garant de la sécurité régionale, et avec eux, leurs alliés, au premier rang desquels, le Japon et Taïwan.

*

**

Le développement économique associé à la croissance démographique a transformé l'espace asiatique en quelques décennies seulement. La perception de l'importance de cette région dans le paysage mondial s'en est profondément modifiée. Le développement du nucléaire et plus largement des capacités stratégiques au cours de cette même période ont accompagné et même porté ces mutations

profondes. Dans cette période de transition, le nucléaire et plus largement les politiques de dissuasion définiront les grands équilibres et la sécurité. Dans cet espace où les antagonismes historiques ont traversé le temps, le nucléaire est moins, pour le moment, un facteur de stabilité qu'il reflète au contraire les nouveaux rapports de puissance, attise les rivalités stratégiques et ranime les litiges en héritage. La grammaire nucléaire s'apprend et se réinvente dans l'exercice de la dissuasion alors même que l'absence de cadre de désarmement est lacunaire. La résurgence des contentieux territoriaux et dans ce cadre, la surenchère dans la coercition sous le plafond nucléaire, soulignent combien le maintien de la sécurité est un enjeu de sécurité immédiat. Il montre aussi à quel point le rôle des États-Unis et la crédibilité de leurs engagements de sécurité auprès de leurs alliés sont essentiels. L'enjeu est non seulement d'accompagner ce processus de transition, mais aussi de maintenir la stabilité régionale. À ce tournant historique, les choix de politique de dissuasion et de réassurance seront décisifs.